

BMCE BANK OF AFRICA EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

www.bmcebank.ma

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIOUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 décembre 2015, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations ellesmêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Ecart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels indentifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Evaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparait un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2015, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La juste valeur, étant le montant auquel on pourrait raisonnablement s'attendre pour la vente d'une UGT, à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée
 « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur , qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.

Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Un instrument est designé à la juste valeur par résultat uniquement quand ces conditions sont respectées :

- La désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait s'il en était autrement
- Un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux est géré, et sa performance évaluée, sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion de risques ou d'investissement.
- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte (voir appendice A, paragraphes AG30 et AG33);

Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sur les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur sont comptabilisées en pertes ou gains dans le compte de résultat.

Les intérêts sont comptabilisés dans les produits d'intérêts et charges d'intérêts tandis que les dividendes sont comptabilisés dans les autres produits d'exploitation quand le droit au paiement est établi.

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.

En 2013, la banque a émis un emprunt à l'international de 300 millions de dollars à taux fixe. Cet emprunt est couvert par un swap de même caractéristiques que ceux de l'emprunt (un taux fixe et contre un taux variable). Cette opération est qualifiée de couverture de juste valeur. L'emprunt et le swap sont ainsi valorisés à la juste valeur par résultat.

Le changement de la juste valeur attribuable aux changements de risque de crédit correspond à un gain de 1.6 Millions de DHS. En cumulé l'impact est de 19 Millions de Dhs. Le risque de crédit propre est calculé sur la base des taux de défauts historiques et les ratings des agences de notation.

Le montant que la banque serait tenue de payer à échéance est supérieur de 27.5 Millions de Dhs par rapport au montant comptable actuel.



BMCE BANK OF AFRICA EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR

LE GROUPE

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêté, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un Groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le Groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un Groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- · L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses

Créances individuellement significatives: Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés

Les créances non individuellement significatives : La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclassement approprié à chaque classe homogène des risques.

Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondé sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté. Cette analyse permet d'identifier les Groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou de la Direction des Risques peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des watch list qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse significative du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse durable à travers l'observation d'une moins-value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, les critères de dépréciation retenus se déclinent comme suit :

- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière du titre
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à la suite de difficultés financières des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du Produit Net Bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Compte tenu de la nature du portefeuille, le Groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.



BMCE BANK OF AFRICA EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

www.bmcebank.ma

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE Bank Of Africa et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE Bank Of Africa et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Au 31 décembre 2015, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat».

h. Evaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation (modèles internes d'évaluation présentés dans la note 4.15 sur la juste valeur).

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank Of Africa.

Matrice de décomposition retenue par BMCE Bank Of Afica

		neubles ièges	Immeubles autres que sièges			
	Durée	QP	Durée	QP		
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%		
Façade	30	15%				
Installations générales techniques	20	20%	20	15%		
Agencements	10	10%	10	20%		

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté par le biais de cabinets externes (4.15 sur la juste valeur).

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.



BMCE BANK OF AFRICA EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR

LE GROUPE

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et« Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31décembre 2014 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation :
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut);
- · l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE Bank Of Africa sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.



BMCE BANK OF AFRICA ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Immobilisations corporelles

TOTAL ACTIF IFRS

www.bmcebank.ma

1.1.10. Impôt exigible et différé:

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

 Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- · Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- $\bullet \quad \text{Les provisions pour les avantages au personnel} \ ;$
- · La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.



Nous avons procede à un examen limité de la situation provisione de la banque Marocaine du Commerce Exteneur et se liable (Groupe Beffix Elank), comprenont le blan, le compte de résultant, (Eléta du résultat glabol, le tableau des flux de trésorierin, état de révariation des capitatux propres et luies élection de notes explicatives au terme de la période du 1" janvier au 31 décembre 2015. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 22.109.552, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 2.654.703.

Nous avons effectue notre examen limite seion les normes de la profession au Maroc. Ces normes requierent que l'examen limite soit planine et realise en vue d'obtenir une assurance moderée que la situation provisiore ne comporte pas d'anomable significative. In examen limité comporte es sainement des entretiens ovec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous r'exprimens donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank arrêtés au 31 décembre 2015, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IEDS).

asablanca, le 25 mars 2016

Les Commissaires aux Compte





ACTIF IFRS 31/12/2015 déc.-14 rs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux 9 966 747 10 403 090 25 760 228 Actifs financiers à la juste valeur par résultat Instruments dérivés de couverture 7 2 0 7 Actifs financiers disponibles à la vente 6 846 572 4 891 427 Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés 20 971 036 16 072 610 Prêts et créances sur la clientèle 173 279 696 155 152 943 Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux Placements détenus jusqu'à leur échéance 24 559 458 18 153 337 Actifs d'impôt exigible Actifs d'impôt différé 473 814 445 733 Comptes de régularisation et autres actifs 4 978 851 Actifs non courants destinés à être cédés Participations dans des entreprises mises en équivalence 585 787 513 766 835 047 Immeubles de placement 3 035 131

n	milliers	de	DH	
---	----------	----	----	--

5 847 075

744 273

6 516 029

703 525

421 620

		Ell lilittler's de Di
PASSIF IFRS	31/12/2015	déc14
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 046 594	2 745 648
Instruments dérivés de couverture		2 018
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	51 176 027	33 142 978
Dettes envers la clientèle	178 255 021	161 268 876
Titres de créance émis	8 967 697	13 170 353
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	131 027	55 341
Passifs d'impôt différé	1 130 452	1 099 810
Comptes de régularisation et autres passifs	6 315 040	7 636 569
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	650 913	523 011
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	8 639 297	6 795 304
TOTAL DETTES	257 312 068	226 439 908
Capital et réserves liées	12 899 418	12 488 381
Réserves consolidées		
- Part du groupe	2 101 501	1 481 861
- Part des minoritaires	4 381 320	4 000 114
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	65 587	149 436
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires	6 996	-8 802
Résultat net de l'exercice		
- Part du groupe	1 955 535	1 943 864
- Part des minoritaires	699 195	748 315
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	22 109 552	20 803 169
TOTAL PASSIF IFRS	279 421 620	247 243 077

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

En milliers de D

		En milliers de DF
	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts et produits assimilés	13 502 956	12 701 901
Intérêts et charges assimilés	-4 962 142	-4 959 094
MARGE D' INTERÊTS	8 540 814	7 742 807
Commissions perçues	2 290 577	2 247 263
Commissions servies	-339 423	-333 395
MARGE SUR COMMISSIONS	1 951 154	1 913 868
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	441 412	1 093 341
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	211 536	100 886
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	652 948	1194 227
Produits des autres activités	1 044 522	1022668
Charges des autres activités	-372 633	-376 343
PRODUIT NET BANCAIRE	11 816 805	11 497 227
Charges générales d'exploitation	-6 261 222	-5 827 763
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-672 006	-666 100
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 883 577	5 003 364
Coût du risque	-1 439 956	-1778 322
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 443 621	3 225 042
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	97 733	81 621
Gains ou pertes nets sur autres actifs	74 609	17 306
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RESULTAT AVANT IMPÔTS	3 615 963	3 323 969
Impôts sur les bénéfices	-961 233	-631 790
RESULTAT NET	2 654 730	2 692 179
Résultat hors groupe	699 195	748 315
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 955 535	1 943 864
Résultat par Action (EN MAD)	10,90	10,8
Résultat dilué par Action (EN MAD)	10,90	10,8

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net	2 654 730	2 692 179
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés		
ultérieurement en résultat	-68 049	50 497
Écarts de conversion	-1 354	-6 334
Actifs financiers diposnibles à la vente	-66 695	56 831
Ecarts de réévaluation	-66 695	56 831
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés		
ultérieurement en résultat		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définis		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-68 049	50 497
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 586 680	2 742 658
Part du groupe	1 871 688	1 985 367
Part des intérêts minoritaires	714 993	757 291



BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2013 corrigés	1794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Changement de méthodes comptables	1734034	10 302 344	-33 / 2/	2 722 003	107 514	14 838 370	7 277 700	10 173 736
Capitaux propres clôture 31.12.2013 corrigés	1794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Opérations sur capital	1/34 034	384 203	-35 / 2/	-384 203	107 914	14 696 970	4 244 400	13 143 436
Paiements fondés sur des actions		304 203		-384 203				
Opérations sur actions propres			35 727			35 727		35 727
Dividendes			35 121	-717 829		-717 829	-337 936	-1 055 764
Résultat de l'exercice				1 943 846		1 943 846	748 315	2 692 161
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)					47.050	47.050	0.070	50.004
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)					47 856	47 856	8 976	56 831
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)					-6 334	-6 334		-6 334
Avantages au personnel								
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)					41 522	41 522	8 976	50 497
Variation de périmètre				-18 092		-18 092	200 689	182 597
Divers				-120 620		-120 620	-124 903	-245 524
Capitaux propres clôture 31.12.2014 corrigés	1794 634	10 693 747		3 425 707	149 436	16 063 524	4 739 627	20 803 152
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2014	1794 634	10 693 747		3 425 707	149 436	16 063 524	4 739 627	20 803 152
Opérations sur capital		411 037		-411 037				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-788 651		-788 651	-452 274	-1 240 925
Résultat de l'exercice				1 955 535		1 955 535	699 195	2 654 730
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)					-82 495	-82 495	15 799	-66 695
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					-1 354	-1354		-1 354
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					-83 849	-83 849	15 799	-68 049
Variation de périmètre (*)				-68 567		-68 567	83 181	14 614
Divers				-55 951		-55 951	1 983	-53 968
Capitaux propres clôture 31.12.2015	1794 634	11 104 784		4 057 036	65 587	17 022 041	5 087 511	22 109 553

^{*} Acquisition complémentaire BOA Groupe BDM, Maghrébail et LCB

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

IABLEAU DES FLOX DE TRESORERIE		E	n milliers de DH
	NOTE	31/12/2015	31/12/2014
Résultat avant impôts		3 615 961	3 323 969
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2,9	672 212	3 463 904
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		46 758	173 473
+/- Dotations nettes aux provisions	2,6	952 970	1 106 319
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	4.10	-97 733	-65 808
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		-822 557	-1346 058
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement			
+/- Autres mouvements		-165 751	58 543
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajusteme	ents	585 900	3 390 373
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés		6 870 435	-2 073 872
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		-355 618	3 260 835
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-3 575 435	-6 036 643
Dont Flux liés aux autres opérations affectant les titres de transaction		-2 235 371	- 4 059 340
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-1 992 029	-4 488 481
Dont Flux liés aux autres opérations affectant les dettes sur titres Empruntés		-1 884 371	-4 355 730
- Impôts versés		-581 529	-806 052
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles		365 823	-10 144 213
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle		4 567 685	-3 429 871
+/- Flux liés aux Actifs Financiers Disponible à la Vente		-2 474 166	-732 356
+/- Flux liés aux immeubles de placement	4,11	-2 211 410	-187
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	4,11	-1 361 288	-849 669
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-6 046 864	-1 582 212
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		-667 738	-909 304
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		-2 947 262	1844774
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-3 615 000	935 470
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		-164 613	-252 118
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		-5 258 792	-4 328 731
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		11 215 740	15 544 470
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4,1	9 966 853	11 870 837
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		1 248 887	3 673 632
Dont Prêt et Emprunt de tresorerie JJ		489 872	791 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		5 956 947	11 215 740
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4,1	10 403 196	9 966 853
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		-4 446 249	1 248 887
Dont Prêt et Emprunt de tresorerie JJ		-2 877 349	489 872
Variation de la trésorerie nette		-5 258 792	-4 328 731
		31/12/2015	31/12/2014
Dividendes reçus	2,4	218 305	229 525
Dividendes versés	1,5	-1 240 925	-1 055 764

MARGE D'INTERETS

En milliers de DH

		déc 2015		déc 2014			
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	
Opérations avec la clientèle	9 885 496	3 089 650	6 795 846	9 620 309	2 924 519	6 695 790	
Comptes et prêts/emprunts	9 361 634	2 973 026	6 388 608	9 008 184	2 852 671	6 155 513	
Opérations de pensions		116 624	-116 624		71 848	-71 848	
Opérations de location-financement	523 862		523 862	612 125		612 125	
Opérations interbancaires	887 565	916 517	-28 952	748 342	965 111	-216 769	
Comptes et prêts/emprunts	623 683	877 403	-253 720	508 162	889 165	-381 003	
Opérations de pensions	263 882	39 114	224 768	240 180	75 946	164 234	
Emprunts émis par le Groupe							
Instruments de couverture de résultats futurs							
Instruments de couverture des portefeuilles							
couverts en taux							
Portefeuille de transactions	1 341 654	955 975	385 679	1 252 489	1 069 464	183 025	
Titres à revenu fixe	1 341 654	623 022	718 632	1 252 489	756 372	496 117	
Opérations de pensions							
Prêts/emprunts							
Dettes représentées par un titre		332 953	-332 953		313 092	-313 092	
Actifs disponibles à la vente							
Actifs détenus jusqu'à échéance	1 388 241		1 388 241	1 080 761		1 080 761	
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES							
D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	13 502 956	4 962 142	8 540 814	12 701 901	4 959 094	7 742 807	

En milliers de DH COMMISSIONS NETTES

		déc 2015		déc 2014			
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	
Commissions nettes sur opérations	1 575 303	164 300	1 411 003	1 498 023	135 079	1 362 944	
- avec les établissements de crédit							
- avec la clientèle	1 125 822		1125 822	1 046 050		1 046 050	
- sur titres	196 168	97 622	98 546	165 947	96 320	69 627	
- de change	253 313	66 678	186 635	286 026	38 759	247 267	
- sur instruments financiers à terme et autres							
opérations hors bilan							
Prestation de services bancaires et financiers	715 274	175 123	540 151	749 240	198 316	550 924	
Produits nets de gestion d'OPCVM							
Produits nets sur moyen de paiement	361 150	49 371	311 779	341 856	42 803	299 053	
Assurance							
Autres	354 124	125 752	228 372	407 384	155 513	251 871	
Produits nets de commissions	2 290 577	339 423	1 951 154	2 247 263	333 395	1 913 868	

COUT DU RISQUE DE LA PERIODE

En milliers de DH

		i illittici 3 de Di i
	déc-15	déc-14
Dotations aux provisions	-2 571 528	-1 934 231
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-2 444 843	-1 806 846
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-13 059	-433
Autres provisions pour risques et charges	-113 626	-126 952
Reprises de provisions	1 618 558	627 707
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	1 475 347	570 908
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	1 575	58
Reprises des autres provisions pour risques et charges	141 636	56 741
Variation des provisions	-486 986	-471 798
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-529 326	-493 375
Décote sur les produits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	42 340	21 577
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-1 439 956	-1778 322

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

	déc-15	déc-14		
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation				
Plus-values de cession				
Moins-value de cession				
Titres de capitaux propres consolidés				
Plus-values de cession				
Moins-value de cession				
Autres	74 609	17 306		
Gaine au namha ann amhair aghifa	74 600	17 206		

INFORMATION SECTORIELLE

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank Of Africa est déclinée en quatre pôle d'activité :

- Banque au Maroc : BMCE Bank Of Africa Activité Maroc

- Gestion d'actif : Bmce Capital, Bmce Capital Bourse, Bmce Capital Gestion,

- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Mghrébail, Maroc Factoring, RM Experts, Acmar

- Activités à ll'International : Bank Of Africa, Bmce International Holding, La congolaise de Banque, Banque de développement du Mali

RESULTAT PAR SECTEUR OPERATIONNEL

En milliers de DH

31/12/2015							31/12/	2014				
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Marge d'Intérêt	3 517 004	32 488	620 546	-17 635	4 388 411	8 540 814	3 163 049	49 612	719 859	-18 399	3 828 686	7 742 807
Marge sur commission	963 811	150 168	13 519		823 656	1 951 154	827 661	126 444	14 292		945 471	1 913 868
Produits nets banacaires	4 880 905	344 371	644 205	147 277	5 800 047	11 816 805	4 939 564	351 681	743 701	158 698	5 303 583	11 497 227
Charge générale d'exploitation et dotations aux amortissements	-3 037 457	-267 747	-218 765	-77 284	-3 331 975	(6 933 228)	-2 731 382	-245 162	-192 747	-87 142	-3 237 430	(6 493 863)
Résultat Brut d'exploitation	1 843 447	76 625	425 441	69 993	2 468 071	4 883 577	2 208 182	106 519	550 954	71 556	2 066 153	5 003 364
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-464 940	-48 930	-151 203	-16 773	-279 387	(961233)	-229 409	-47 704	-124 596	-11 943	-218 138	(631790)
Résultat Part du groupe	845 170	110 059	173 887	47 536	778 883	1 955 535	992 887	106 593	145 484	51 426	647 474	1943 864

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

		31/12/2015							31/12/	2014		
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs &	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs &	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Total bilan	187 904 186	Banque d'Affaires 724 956	7 343 858	214 288	83 234 332	279 421 620	164 934 033	Banque d'Affaires 763 527	8 090 081	178 767	73 276 669	247 243 077
Elélments d'actif	107 004 100	724 000	7 040 000	214 200	00 204 002	270 421020	10+ 00+ 000	700 027	0 000 001	170707	70 270 000	247 240 077
Actifs disponibles à la vente	2 141 161	107 685	17 265	20 365	4 560 096	6 846 572	1 569 636	132 554	17 166	21 026	3 151 045	4 891 427
Prêts et créances sur la clientèle	113 592 597	109	14 680 785		45 006 205	173 279 696	99 370 301	179	14 867 010		40 915 453	155 152 943
Actifs financiers évalués à la juste valeur	25 275 085	122 281	207		362 655	25 760 228	28 476 818	80 444	2 368		50 160	28 609 790
Placements detenus jusqu'à échéance	4 328 349				20 231 109	24 559 458	2 317 968				15 835 369	18 153 337
Eléments du passif												
Dettes envers la clientèle	121 110 279	2 616	1107 886		56 034 240	178 255 021	109 986 007		1 225 018		50 057 851	161 268 876
Fonds propres	14 966 626	263 520	1 422 829	(35 622)	5 492 199	22 109 552	14 527 416	216 015	1 252 591	(41 433)	4 848 580	20 803 169



BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EN NORMES IFRS

ww.bmcebank.ma

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATEGIES DE COUVERTURE

MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank Of África a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, outre le Comité de Surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel et le comité de pilotage et de gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Bolla Direction soulves Genéral Groupe des mandatés pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

operationneues aussi pien au maroc qu'a Letranger. Le Pôle Risques Groupe, à travers le Management des Risques Groupe, la direction analyse des engagements, la direction surveillance des engagements assure, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank Of Africa ;

- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engage

RISOUE DE CREDIT

RISQUE DE CREDII

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et da délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peu corrélée à d'autres catégories de risque.

- délais impartis, et qui pourrais de concerne de risque.

 Dispositif de Décision

 La procédure d'octroi de crédit mise en oeuvre s'articule autour de deux approches:

 Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers:

 L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit;

 Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises aux process de crédit et l'intégrité de la personne délégataine. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.

 Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs:

 La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client;

 La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle;

 L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Description des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille
La diversification du Portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

Le Pôle Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank Of Africa, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit. Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le pôle est amené à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;

 Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles);
- . Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

. A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provinonement. Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité d'Audit et de Contrôle Interne.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne « hors Retail » est déployé au niveau du réseau commercial et couvre différents segments bâlois

ment, un système décisionnel d'octroi de crédit à la cons ation a été développé et implémenté au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la Banque

ue la barque. Enfin, une grille de score pour les MRE et professionnels a également été développée. RISQUE DE MARCHE Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent : Le risque de taux d'intérêts

- Le risque de taux d'intérêts ;
 Le risque sur titre de propriété ;
 Le risque de change ;
 Le risque de change ;
 Le risque sur produits de base.

 Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :
 Risque de contrepartie ;
 Risque de règlement livraison.

 Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank of Africa s'articule autour de deux axes princip

<u>limites</u> Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Gro BMCE Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contreps Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites à priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troika.

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank of Africa se décline comme suit:

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;

- Les limites de positions;
- Les limites de transaction.

flétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et se

valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul
de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque. Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BMCE Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scenarie extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilain dans un contexte de forte croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêts mis en place par BMCE Bank Of Africa a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;

- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;

- Sassurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;

- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but, d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan;

Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements des qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;

Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de ris encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancemei horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Enisque de taux. L'aux d'intérêts est le risque que l'évolution future des taux d'intérêts vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque. La variation des taux d'intérêts impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux. L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer au travers un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêts, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséq de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

nd à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, Le risque opérationnel correspond à la possibilité d d'une erreur humaine ou d'un évènement externe

L'objectif prioritaire du Groupe BMCE Bank Of Africa au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

risques operationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de controle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des évènements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), coordinateurs risques opérationnels et relais risques opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;

- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;

- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;

- Euter les risques, via notamment le redeploiement d'activités;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Groupe BMCE Bank Of Africa dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en rmes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement bitmal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assunces permettant d'atténuer les risques rocurus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank Of Africa est structurée en trois Comités RO

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
 Comité Risques Opérationnels Filiales ;
 Comité Risques Opérationnels Groupe.

 Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :
 L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
 L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
 La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
 Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités. RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et qi contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérat ique ou financier ociopolitique, écono

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suiv - Identification du risque pays ;

- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ; Allocation des limites pays ; Reporting et alertes;

Provisionnement. pe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée m des filiales à destination du Management des Risques Groupe

Le stress Testing consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et a pour objectif

De renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit ;

Une meilleure allocation des Fonds Propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille. Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre le stress testing comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de stress test sont réalisés régulièrement en sus des reportings semestriels instaurés par le régulateur.

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

En milliers de DH

	transactions	de marché sur option		transactions	de marché sur option	
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	4746 066		4746 066	4 014 284		4 014 284
Bons du trésor et autres effets mobilisables						
auprès des banques centrales	4 235 874		4 235 874	2 789 392		2789 392
Autres titres de créances négociables	510 192		510 192	1224 892		1224 892
Obligations	1 518 833		1 518 833	2 295 130		2 295 130
Obligations d'Etat	616 244		616 244	565 681		565 68
Autres obligations	902 589		902 589	1729 449		1729 449
Actions et autres titres à revenu variable	19 490 636		19 490 636	22 319 502		22 319 502
Opérations de pension						
Prêts						
- aux établissements de crédit						
- à la clientèle entreprises						
- à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	4 693		4 6 9 3	-19 126		-19 126
Instruments dérivés de cours de change	4 089		4 089	-19 703		-19 703
Instruments dérivés de taux d'intérêt	604		604	577		57
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	25 760 228	0	25 760 228	28 609 790	0	28 609 790
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts		1999 324	1999 324		2 696 353	2 696 353
Etablissements de crédit		1999 324	1999 324		2 696 353	2 696 353
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	47 270		47 270	49 295		49 295
Instruments dérivés de cours de change	47 270		47 270	49 295		49 295
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	47 270	1999 324	2 046 594	49 295	2 696 353	2 745 648



BMCE BANK OF AFRICA **EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En milliers de DH

	décembre-15	décembre-14
Fitres de créance négociables		
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	4 112 360	2 737 896
Obligations d'Etat	2 833 016	1 957 528
Autres Obligations	1 279 344	780 368
Actions et autres titres à revenu variable	3 153 573	2 561 896
dont titres cotés	319 930	325 463
dont titres non cotés	2 833 643	2 236 433
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE		
AVANT DEPRECIATION	7 265 933	5 299 792
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-419 361	-408 365
Fitres à revenu fixe		
Fitres à revenu variable	-419 361	-408 365
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE,		
NETS DE DEPRECIATIONS	6 846 572	4 891 427

PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

01-440-10	51-ucc-1-
5 630 176	3 923 290
12 839 340	12 169 796
2 567 788	47 877
21 037 304	16 140 963
-66 268	-68 353
20 971 036	16 072 610
	12 839 340 2 567 788 21 037 304 -66 268

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	31-déc-15	31-déc-14
Comptes à vue	2 081 821	2 254 051
Emprunts	34 683 456	26 604 762
opérations de pension	14 410 750	4 284 165
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	51 176 027	33 142 978

PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de DH

31-déc-15	31-déc-14
25 697 536	24 271 477
124 431 972	116 381 173
18 162 143	9 467 823
12 351 801	11 910 030
180 643 452	162 030 503
-7 363 756	-6 877 560
173 279 696	155 152 943
	25 697 536 124 431 972 18 162 143 12 351 801 180 643 452 -7 363 756

VENTILATION DES CREANCES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

113 592 596 14 680 785 45 006 206	99 346 209 14 867 010 40 939 545
45 006 206	40 939 545
109	179
173 279 696	155 152 943
173 279 696	155 152 943
	173 279 696

VENTILATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Maroc	128 273 490	114 213 398
Afrique	41 111 803	37 560 208
Europe	3 894 403	3 379 337
Total en principal	173 279 696	155 152 943
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	173 279 696	155 152 943

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

En milliers de DH

31-déc-14
89 254 191
35 948 532
19 993 183
4 488 643
3 246 264
8 338 063
161 268 876
5 021

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE

PAR AGENT ECONOMIQUE		En milliers de DF
	31-déc-15	31-déc-14
Banque au Maroc	121 110 279	109 986 007
Services Financiers Spécialisés	1107 886	1 225 018
Activités à l'international	56 034 240	50 057 851
Gestion d'actifs et Banque d'affaires	2 616	
Autres Activités		
Total en principal	178 255 021	161 268 876
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	178 255 021	161 268 876

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Maroc	122 220 781	111 211 025
Afrique	54 445 069	48 544 736
Europe	1 589 171	1 513 115
Total en principal	178 255 021	161 268 876
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	178 255 021	161 268 876

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

		31 déc 2015			31 déc 2014			
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable		
Immobilisations corporelles	11 455 252	4 939 223	6 516 029	10 437 505	4 590 430	5 847 075		
Terrains et constructions	2 860 401	112 969	2 747 432	2 036 095	454 328	1 581 767		
Equipement, Mobilier,								
Installations	4 023 357	1 980 130	2 043 227	3 871 866	1 687 683	2 184 183		
Biens mobiliers donnés								
en location								
Autres immobilisations	4 571 494	2 846 124	1725 370	4 529 544	2 448 419	2 081 125		
mmobilisations Incorporelles	1 866 540	1 163 015	703 525	1 711 352	967 079	744 273		
Logiciels informatiques acquis	1 423 019	930 976	492 043	1 045 026	563 703	481 323		
Logiciels informatiques produits								
par l'entreprise								
Autres immobilisations								
incorporelles	443 521	232 039	211 482	666 326	403 376	262 950		
Immeubles de placements	3 116 213	81 082	3 035 131	941 187	106 140	835 047		

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

	31-déc-15	31-déc-14
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	523 011	456 573
Dotations aux provisions	222 915	129 384
Reprises de provisions	-147 234	-45 024
Utilisation des provisions	57 128	-12 682
Variation des parités monétaires et divers	-4 907	-5 240
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	650 913	523 011

EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

	31/12/2015	31/12/2014
Capital (EN MAD)	1794 633 900	1794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	1 955 534 700	1 943 864 261
Résultat par Action (EN MAD)	10,90	10,83
Résultat dilué par Action (EN MAD)	10.90	10.83

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de
				consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,50%	74,50%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	74,97%	74,97%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	MEE
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	MEE
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	MEE
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	MEE